VILLE DE PAU

ARRETE N°AT-2026-1669

PORTANT PROROGATION DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;
Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Vu l'arrêté municipal n°AT-2026-1514 délivré le 23 septembre 2026 réglementant la circulation des piétons et le stationnement des véhicules avenue de Saragosse dans le cadre de travaux sur le réseau GrDF ;
Considérant que les travaux ne sont pas terminés ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des piétons et le stationnement des véhicules ;

ARRETE :

ARTICLE 1er – L'arrêté municipal n°AT-2026-1514, délivré le 23 septembre 2026 dans le cadre de travaux sur le réseau GrDF, est prorogé **jusqu'au 23 octobre 2026.**

ARTICLE 2 – **Jusqu'au 23 octobre 2026**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant **avenue de Saragosse** dans sa partie comprise entre l'avenue de Buros et l'avenue Fédérico Garcia Lorca, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 2, la circulation des piétons est interdite **avenue de Saragosse** au droit de l'immeuble dont l'adresse postale est au n°1 rue Salvador Allende, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 4 – Durant la période définie à l'article 2, une déviation invitant les piétons à utiliser le trottoir opposé sera mise en place en face des passages piétons existants par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 5 – Les entreprises chargées des travaux doivent prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.
Elles maintiendront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 6 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 19/10/2026

Fait à Pau, le 15 octobre 2026



Sandrine Liso
Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du service Occupation du Domaine Public